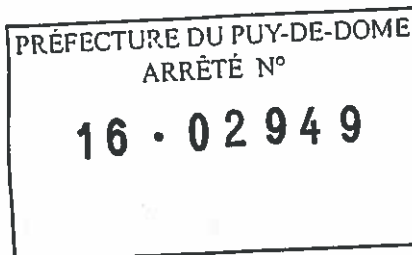




Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DU PUY-DE-DÔME**



**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE  
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

**ARRÊTÉ**  
**mettant en demeure la**  
**Société GALVA MÉTAUX,**  
**commune de PONT-DU-CHÂTEAU**  
**de respecter des prescriptions**

**La Préfète du Puy-de-Dôme**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15-01739 du 11 décembre 2015 autorisant la société GALVA MÉTAUX à exploiter une unité de traitement de surface métallique et une installation de galvanisation ;

Vu le rapport du 19 octobre 2016 de l'Inspection des Installations Classées, suite à la visite d'inspection du 26 septembre 2016 dans les installations de la société GALVA MÉTAUX sise ZAC Champ Lamet – 18 rue Chambussière à Pont-du-Château, transmis à l'exploitant par courrier du 19 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par mail en date du 15 novembre 2016 ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 26 septembre 2016, l'inspecteur de l'Environnement (catégorie installations classées) a constaté les faits suivants :

- La société GALVA MÉTAUX n'a pas constitué de garanties financières ;
- L'installation de traitement des vapeurs de traitement de surface n'est pas en fonctionnement ;
- L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux et égouts à jour ;
- Aucun système d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur n'est en place ;
- L'attestation de conformité à la norme en vigueur du décanteur-séparateur d'hydrocarbures n'a pu être fournie à l'inspection des installations classées ;
- Les bains de traitement de surface ne comportent ni le nom des substances et mélanges, ni les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ;
- Aucun système permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre n'est présent ;
- La fréquence minimale des mesures des émissions atmosphériques (3 mois) n'est pas respectée.

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 1.5.2, 1.5.3, 3.2.2, 4.2.2, 4.2.4, 4.3.4, 6.1.2, 8.4.1 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 susvisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société GALVA MÉTAUX de respecter les prescriptions des articles 1.5.2, 1.5.3, 3.2.2, 4.2.2, 4.2.4, 4.3.4, 6.1.2, 8.4.1 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;**

# ARRÊTE

## ARTICLE 1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La Société GALVA MÉTAUX, dont le siège social est situé ZAC Champ Lamet – 18 rue Chambussière à Pont-du-Château, exploitant une unité de traitement de surface métallique et une installation de galvanisation sur la commune de PONT-DU-CHÂTEAU est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.5.2, 1.5.3, 3.2.2, 4.2.2, 4.2.4, 4.3.4, 6.1.2, 8.4.1 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 susvisé pour cet établissement dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

## ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

## ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## ARTICLE 4 : EXECUTION ET AMPLIATION

Le présent arrêté sera notifié à la société GALVA MÉTAUX et publié au recueil des actes administratifs du département.

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme, la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera également adressée :

- au Responsable de l'Unité inter-Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme de la DREAL à Clermont-Ferrand ;
- au Maire de Pont-du-Château.

Fait à Clermont-Ferrand, le

**15 DEC. 2016**

Pour la Préfète et par délégation  
la Secrétaire Générale

**Signé**

Béatrice STEFFAN